

COLLOQUE INTERNATIONAL : « QUELLE MICROFINANCE POUR L'AGRICULTURE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT ? »

4 – 6 DECEMBRE 2007, PARIS (FRANCE)

SEANCE PLENIERE 3 : QUELLES POLITIQUES PUBLIQUES POUR AMELIORER DURABLEMENT LA CONTRIBUTION DE LA MICROFINANCE A L'AGRICULTURE ?

OBJECTIFS

La session porte sur les politiques publiques nécessaires à l'efficacité de la microfinance pour l'agriculture. Trois aspects seront abordés :

- 1) Les cadres réglementaires encadrant les activités de microfinance et les évolutions vers les institutions financières.
- 2) Les politiques publiques agricoles favorables à l'efficacité du financement de l'agriculture par la microfinance.
- 3) Le rôle des pouvoirs et financements publics nationaux ou internationaux pour réduire les taux d'intérêt des prêts à l'agriculture qui demeurent souvent inadaptés à la rentabilité réelle des activités agricoles.

PROBLEMATIQUE

Depuis le changement de « paradigme » qui, avec la libéralisation financière, a accompagné l'essor de la microfinance, le rôle de l'Etat a considérablement évolué.

Progressivement réhabilités dans leur rôle régalién (cadre juridique et réglementaire, contrôle et supervision) vis-à-vis de la monnaie et des institutions financières, les pouvoirs publics peuvent être amenés à mettre en œuvre, au nom de « l'inclusion financière » des programmes destinés à compenser les défaillances de marché en incitant les acteurs privés, notamment les institutions de microfinance, à couvrir de nouvelles demandes (zones rurales marginales, agriculture familiale, etc.).

Dans certains pays, des politiques redistributrices sont en voie d'émergence pour réduire les inégalités d'accès ou accompagner certaines priorités sectorielles, notamment agricoles. Les subventions pour faire émerger de nouveaux intermédiaires financiers spécialisés, voire pour réduire les coûts d'accès au crédit pour les zones rurales les plus marginalisées ou les producteurs familiaux exclus du secteur bancaire peuvent être réhabilitées dans certains pays émergents au nom d'un développement durable plus équitable. La bonification de l'investissement agricole et sa gestion par les institutions de microfinance réapparaît parmi les outils de politiques agricoles et, dans certains pays en

développement, il est proposé qu'elle mobilise des fonds internationaux issus de l'aide publique au développement (conversion de dettes, etc.).

Parfois, l'Etat veut aller plus loin en appuyant la création d'une intermédiation publique, directe ou indirecte. Cette nouvelle génération de banques de solidarité ou de développement agricole peut-elle tirer profit des échecs antérieurs et de la faillite des banques agricoles des années 70-80 ? La gouvernance des institutions publiques peut-elle être réformée ? Quelles seront les conséquences de cette nouvelle forme d'intervention sur le secteur privé associatif ou coopératif qui s'était progressivement constitué pour couvrir une partie de la demande en matière de finance agricole et rurale ? Voit-on émerger de nouvelles formes de collaborations et de partenariats public-privé permettant d'améliorer l'efficacité de l'action publique ?

A partir de ces quelques questions, enrichies par un travail de synthèse, la table-ronde confrontera le point de vue des différentes catégories d'acteurs impliqués dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques en matière de micro finance pour l'agriculture : responsables des pouvoirs publics et d'organisations multilatérales, représentants d'organisations professionnelles agricoles et d'institutions financières spécialisées, universitaires.

Les thématiques développeront les fondements et les pratiques de ces politiques de financement agricole et rural, ainsi que le jeu des acteurs -pouvoirs et institutions publiques, organisations paysannes, bailleurs de fonds, etc.- sur lequel elles se construisent. Elles aborderont également les processus accompagnant l'émergence et la mise en œuvre de ces politiques publiques et les instruments mobilisés (dispositifs d'appui, bonification, fonds de garantie, etc.). Enfin, leurs résultats et leur coordination avec les politiques agricoles et financières plus globales seront appréciés.

Les participants seront invités à commenter les questions introduites par les animateurs avec un bref exposé avant d'ouvrir le débat à la plénière.